


QUOI DE NEUF A LA DOC?



Réalisé par le service Documentation
de Prisme-Limousin
19, boulevard de la Corderie
87000 Limoges
tél : 05 55 10 00 38

Ce bulletin bibliographique propose une synthèse des ouvrages, études, articles, rapports récemment acquis et alimentant le fonds documentaire de Prisme Limousin. Tous les documents signalés sont disponibles en prêt.

Le service Documentation

Prisme Limousin dispose d'une bibliothèque de plus de 5000 ouvrages et de revues spécialisées sur l'emploi, la formation, la pédagogie, les métiers et la lutte contre l'illettrisme.

Les services

- .: Recherche documentaire thématique sur des ouvrages, des dossiers, des articles, des textes juridiques, lors d'une visite, d'un appel, d'un courrier (postal ou électronique)
- .: Conseil
- .: Réalisation de bibliographie à la demande
- .: Accueil de groupes

Le prêt

- .: Prêt gratuit de 3 ouvrages par lecteur pour une durée de 3 semaines, et/ou 3 revues pour 1 semaine.
- .: Possibilité de prêt par courrier pour les personnes éloignées de Limoges ou ne pouvant se déplacer dans la capitale régionale.

Contact

Véronique Lornac veronique.lornac@prisme-limousin.fr
Virginie Chatillon
Tél. 05 55 10 00 38

Accueil

Mardi : 14h-17h30
Mercredi: 9h-12h; 14h-17h30
Jeudi : 14h-17h30
Vendredi : 14h-16h
En dehors de ces horaires, uniquement sur rendez-vous.

Les réalisations

- .: Revue de presse nationale et régionale hebdomadaire (disponible sur www.prisme-limousin.fr)
- .: Bulletin bibliographique mensuel (disponible sur www.prisme-limousin.fr)
- .: Dossiers documentaires

AU SOMMAIRE

SYSTEME DE FORMATION

SYL Législation du travail et de la formation

PEDAGOGIE

PES Enseignement / Scolarité

EMPLOI - QUALIFICATION - CHOMAGE

EMM Marché du travail
EMI Insertion et réinsertion professionnelle
EMQ Métiers et qualifications
EMB Prospective emploi et besoins de qualification

MONDE ECONOMIQUE

GFE14 Tertiaire de Bureau - Tertiaire spécialisé

SCIENCES HUMAINES

SHS Sociologie

PUBLICS

PUJ Jeunes
PUH Handicap
PUC Cadres

ILLETTRISME

LIMOUSIN

LIE Emploi et formation en Limousin

▲ Ce symbole signale, dans les pages qui suivent, les documents relatifs à la sécurisation des parcours professionnels

SYSTEME DE FORMATION

Législation du travail et de la formation

Réf. 3540

Premiers éclairages sur la réforme de la formation professionnelle

Rapport coordonné par Jean - François Dumont et sous la direction de Pierre Le Douaron

Consultation du document :

http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/Premiers_eclairages_sur_la_reforme_de_la_formation_professionnelle.pdf

Ce document dresse un bilan d'étape de la réforme du système de formation professionnelle qui ne pourra être évaluée qu'avec un recul temporel plus important. Les partenaires sociaux signataires de l'accord du 5 décembre 2003 ont pour leur part prévu de procéder à l'évaluation de cet accord fin 2008. Ce rapport se compose d'une note de synthèse présentant les éléments de dynamique de la réforme et les questionnements qui restent à ce jour en suspens, et de différentes fiches détaillant l'analyse sur chacun des points clés de la réforme : bilan de la négociation collective, DIF, contrats de professionnalisation, VAE et décentralisation.

DIRECTION GENERALE A L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE, 2006 - 64 p. (SYL519)

Réf. 3558

Mesures d'impact des dispositifs de formation

Rapport de recherche réalisé pour la DGEFP avec le concours de la DARES

Consultation du document : http://www.aefiti.fr/AEFTI9_WEB/doc/DGEFP-final-06.pdf

Cette recherche constitue le quatrième volet d'une enquête plus vaste sur les dispositifs de formation en direction des adultes de premier niveau de formation financés par la puissance publique. Ce travail s'inscrit dans une problématique qui vise à dépasser le seul indicateur d'emploi comme gage de réussite d'une formation. Il tente de mieux mesurer les effets et les impacts des dispositifs de formation, illettrisme, FLE (français langue étrangère), alpha, sur les personnes et de dégager des indicateurs pertinents favorisant l'évaluation des actions et des dispositifs de formation.

La recherche a été conduite auprès de trente stagiaires sur deux sites différents. La première phase exploratoire vise à mieux cerner les causes, les raisons et les motivations de leur engagement en formation voire de dégager les premiers effets de cet engagement. La seconde phase vise à partir des résultats de la première phase et du suivi de la formation à mieux mesurer les impacts de la formation sur les personnes tant en termes d'apprentissages formels qu'en matière de savoirs de base, de projets personnels et/ou professionnels, de socialisation, d'évolutions personnelles de toute nature... Elle vise également au repérage et/ou à la confirmation d'indicateurs d'évaluation et de qualité des dispositifs de formation pour les adultes de premier niveau de formation.

LENOIR Hugues

MINISTERE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT, 2006 - 110 p. (SYL520)

Réf. 3560

Circulaire n° 2006-19 du 21 août 2006 : Mise en oeuvre des aides au reclassement instituées par la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage

Ce document est un résumé de 10 fiches techniques relatives aux aides au reclassement instituées au titre deuxième du règlement général annexé à la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage.

UNEDIC

UNEDIC, 2006 - 125 p. (SYL520)

Réf. 3562

Evaluation de l'action menée par l'association pour favoriser une école efficace (apFEE)

Consultation du document :

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000797/0000.pdf>

Le présent rapport fait suite à une demande conjointe du Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et de la Ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité.

Par lettre en date du 19 avril 2006 ils ont sollicité les inspections générales de l'éducation nationale, de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche et des affaires sociales pour une évaluation de l'action menée par l'Association Pour Favoriser une Ecole Efficace (apFEE), et plus précisément de l'action « Coup de Pouce CLE » qui vise à aider à l'apprentissage de la lecture en cours préparatoire (CP).

Les ministres rappelaient le soutien apporté depuis 2001 par le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, puis à partir de 2005 par la délégation interministérielle à la ville au titre de la politique de réussite éducative.

INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE

INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES

INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES

INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE, 2006 - 38 p. (PES338)

EMPLOI - QUALIFICATION - CHOMAGE

Marché du travail / Recrutement

Réf. 3543

Du télétravail au travail mobile : un enjeu de modernisation de l'économie française

Consultation du document :

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000819/0000.pdf>

Le rapport présenté le 10 novembre 2006 au Premier ministre par Pierre-Morel à l'Huissier, député de la Lozère, rappelle l'enjeu du télétravail dans la modernisation de l'économie française. Fruit d'un travail approfondi, ce travail parlementaire s'inspire notamment de la Recommandation du Forum des droits sur l'Internet sur le télétravail. Le rapport fait suite à la mission sur le développement du télétravail en France confiée par le chef du gouvernement au député de la Lozère, par décret du 16 mars 2006. Le parlementaire a auditionné l'ensemble des partenaires sociaux et des acteurs intéressés par le télétravail au niveau national (entreprises, collectivités, organisations professionnelles et syndicats, tissu associatif). Se situant dans une perspective internationale et comparée, la mission s'est déplacée en Suède, pays à l'avant-garde en matière d'utilisation des technologies de travail à distance. Les systèmes italien, japonais, espagnol et américain ont également été pris en considération.

2006 - 146 p. (EMM643)

Réf. 3550

L'emploi

Consultation du document :

http://www.alternatives-economiques.fr/sommaires/s_hs71_emploi.html

Ce dossier exhaustif s'efforce de saisir l'emploi dans toutes ses dimensions, de manière pluridisciplinaire, en mêlant approche descriptive et articles plus théoriques, en interrogeant le présent à la lumière du passé, et en passant en revue les principales interrogations sur le futur de l'emploi.

Sommaire détaillé des principaux articles :

1/- Marché du travail et chômage : statistiques
- Le panorama des métiers

2/Etat des lieux

-Cinquante ans de profondes transformations / Jean Gadrey.

Salarisation, tertiarisation et féminisation sont les trois grandes transformations de l'emploi des cinquante dernières années.

- L'analyse économique en panne d'explications / Arnaud Parienty.

Les analyses théoriques sur le chômage et l'emploi sont caractérisées par un grand fractionnement et un manque quasi général de consensus. Tour d'horizon.

-Politiques de l'emploi : pourquoi elles sont inefficaces / Yannick L'Horty.

Depuis une quinzaine d'années, les gouvernements successifs ont multiplié les réformes et empilé les mesures, monétaires ou non monétaires.

3/Comprendre

- La machine et l'emploi

Depuis un siècle, le progrès technique a modifié la structure sociale, mais n'a pas fait disparaître l'emploi. Aujourd'hui, la mondialisation change une nouvelle fois la donne.

- Comment les métiers se transforment

Evolution technologique, transformations des organisations et mutations sociales font apparaître de nouveaux emplois et modifient le contenu des postes existants.

- Le travail demeure pénible

Malgré les progrès considérables enregistrés depuis un siècle, le travail reste une souffrance pour beaucoup de salariés.

- L'avènement du néotaylorisme

Les nouvelles organisations du travail engendrent davantage de polyvalence et d'autonomie. Mais elles soumettent aussi les salariés à une tension constante.

- Mobilités subies, mobilités choisies

La précarité grandissante s'accompagne paradoxalement d'une plus forte rigidité du marché du travail.

- La deuxième génération en panne d'insertion

L'origine sociale et géographique de leurs parents handicape souvent l'insertion professionnelle des générations issues de l'immigration.

- La division sexuelle du travail fait de la résistance

Les femmes accèdent désormais à tous les métiers, mais leur carrière et leur salaire souffrent toujours des discriminations qu'elles subissent.

- La société du chômage

6 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par le chômage en France. Et les conditions de retour à l'emploi n'ont plus rien à voir avec celles d'il y a trente ans.

- La formation continue profite aux mieux formés

Censée offrir une seconde chance, la formation continue profite d'abord aux plus qualifiés et aux personnes les mieux insérées sur le marché du travail.

- Des temps difficiles pour le syndicalisme

Chômage, précarité et menaces de délocalisation affaiblissent la négociation et la régulation collective des rapports de travail.

4/Enjeux

- L'emploi au défi du vieillissement / Sandra Moatti.

Les départs à la retraite des baby-boomers ne sont ni une aubaine ni une calamité pour l'emploi, lequel dépend avant tout du dynamisme de la demande.

- L'emploi des femmes : un sujet toujours d'actualité / Dominique Méda.

Les questions liées à l'emploi des femmes restent, en France, un sujet secondaire dans le débat public. Les enjeux sont pourtant considérables, pour les individus comme pour la société.

- Recherche modèle désespérément / Denis Clerc.

Le modèle français de l'emploi est en crise. Les salariés n'y disposent pas d'une sécurité acceptable et les entreprises d'une flexibilité suffisante.

- La négociation collective et l'emploi / Jacques Freyssinet.

Si l'emploi et le chômage n'ont pas toujours été au centre de la négociation collective, ils le sont aujourd'hui. Un nouveau défi pour le mouvement syndical.

- Mondialisation et emploi : la longue transition / Christian Chavagneux.

La Chine, l'Inde et l'Europe de l'Est ont révolutionné la division internationale du travail. Le point sur les transformations en cours et les avenir possibles.

Collectif d'auteurs

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, collection Hors-série, 71 - 2007 - 66 p. (EMM645)

Réf. 3551

Forte croissance de l'emploi non salarié

Consultation du document :

http://www.acoss.urssaf.fr/index.php?option=com_docman&task=view_acostat&Itemid=5529

Porté par un développement sans précédent de la forme sociétale, l'emploi non salarié non agricole, désormais plus dynamique que l'emploi salarié, a occupé 1,96 million d'indépendants en 2004, soit 120 000 de plus qu'en 2001. Particulièrement dynamique en 2004, la croissance démographique s'est accompagnée d'une décélération du revenu moyen. Au-delà des seules professions libérales, les indépendants des secteurs de la santé, de la pharmacie et des activités juridiques demeurent en marge de l'exercice individuel, tant par le niveau et la dynamique de leurs revenus que par leurs caractéristiques. Par ailleurs, si l'emploi non salarié est plus important et plus dynamique dans le sud que dans le nord de l'hexagone, c'est au nord de la Loire que les revenus moyens sont les plus élevés. Enfin, quatre indépendants sur dix emploient des salariés, ce qui représente plus de 2,3 millions d'emplois directs en 2004 et pas moins de 340 000 emplois créés en trois ans. (D'après le résumé de l'éditeur)

Acoss

Acoss, collection Acoss stat, 44, décembre 2006 - 2006 - 6 p. (EMM646)

Insertion et réinsertion professionnelle

Réf. 3538

Les effets de la formation sur l'insertion professionnelle des intérimaires

Tous les deux ans, le FAF TT mesure l'impact des dispositifs de formation du travail temporaire sur l'insertion professionnelle des intérimaires. Ainsi le contrat de professionnalisation, le contrat de développement professionnel intérimaire - CDPI (dispositif d'alternance spécifique à la branche) - et le congé individuel de formation sont analysés.

FAF-TT

FAF-TT, collection Etudes - 2006 - 67 p. (EMI641)

Métiers et qualifications

Réf. 3546

Montagne

Consultation du document : <http://www.onisep.fr>

Ce fascicule porte un regard sur le marché de l'emploi dans les secteurs de la montagne. Les métiers sont passés à la loupe ainsi que toutes les filières de formation.

Collectif d'auteurs

ONISEP, collection Parcours - 2006 - 115 p. (EMQ644)

Réf. 3553

40 métiers à découvrir

D'ici à 2015, 75000 personnes partiront à la retraite chaque année, contre 410 000 à l'heure actuelle. Ce "papy boom" devrait logiquement entraîner un rajeunissement des effectifs dans un certain nombre de secteurs d'activité - les métiers des services et du tertiaire devraient ainsi largement profiter de cet élan. Parallèlement, de nouveaux métiers verront le jour, pourvoyeurs d'emploi également...

ANPE

CENTRE-FRANCE, 2006 - 51 p. (EMQ647)

Réf. 3539

Les services funéraires

Consultation du document : www.travail.gouv.fr

Ces travaux traduisent la volonté des pouvoirs publics de susciter des démarches collectives impliquant les branches et les entreprises pour structurer les politiques d'emploi et de ressources humaines. Les services funéraires présentent un secteur en profonde mutation. En prévision de l'importante évolution attendue sur le marché et en réponse au développement de nouvelles pratiques funéraires, notamment de la crémation, les principaux métiers ont été redéfinis par la profession afin de sensibiliser les entreprises aux exigences à venir en matière de qualifications et de compétences.

MINISTERE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT

MINISTERE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT, collection Synthèse prospective formation-emploi - 2006 - 31 p. (EMB642)

Réf. 3561

Les métiers en 2015

Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications

Consultation du document : http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_metiers_2015.pdf

Ce rapport examine en détail une vingtaine de domaines professionnels (des métiers de l'agriculture à ceux des services aux particuliers) sous l'angle de la demande de travail (combien de personnes vont partir en retraite dans ces métiers ? comment va évoluer l'emploi dans les secteurs concernés ?), mais aussi de l'offre de travail (quel est le profil des personnes qui sont actuellement dans ces métiers ?). Il fait en particulier le zoom sur les métiers de l'aide et des soins aux personnes fragiles, et explicite les enjeux économiques et sociaux du développement et de la professionnalisation de ces emplois. Il repère des métiers pour lesquels des tensions risquent d'apparaître et interpelle les rôles respectifs des pouvoirs publics, des branches et des acteurs territoriaux, sur les outils et les moyens à mettre en oeuvre.

CHARDON Olivier, ESTRADE Marc-Antoine

DARES

Centre d'analyse stratégique

DARES

Centre d'analyse stratégique, collection Qualifications et prospective - 2007 - 179 p. (EMB356)

Réf. 3552

Agés, métiers : la population bancaire face au changement. Carrières des femmes et des hommes dans la banque : une analyse des écarts sur 15 ans. Rapport 2006

Consultation du document : <http://www.observatoire-metiers-banque.fr/mediaServe/RAPPORT2006.pdf?ixh=794193260661702659>

Outre une analyse de l'activité 2006 de l'Observatoire des métiers, des qualifications et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la banque, ce rapport fait le point sur deux études :

- la population bancaire face au changement : la relève des générations est amorcée et les métiers de la banque se transforment sous l'effet de la technologie et de la demande des clientèles.
- la carrière des femmes et des hommes dans la banque : le Céreq, à la demande de l'observatoire, a étudié les déterminants des disparités salariales selon le genre dans le champ de la banque. Après des remarques sur les populations enquêtées, cette étude cerne et mesure l'incidence des principaux facteurs susceptibles de peser sur le déroulement des carrières.

Collectif d'auteurs

Observatoire métiers qualifications égalité professionnelle Banque

Observatoire métiers qualifications égalité professionnelle Banque, 2006 - 52 p. (GFE14-02)

Réf. 3541

La France en transition 1993-2005

Consultation du document : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000836/index.shtml>

Le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, CERC, dans ce septième rapport, répond à l'une des missions que les pouvoirs publics lui ont confiées selon les termes de l'article 6 du décret n° 2000-302 du 7 avril 2000 : celle d'établir "un rapport de synthèse périodique portant sur les évolutions constatées dans le domaine de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale". Le rapport est constitué de trois parties analytiques suivies d'un chapitre final. La première partie concernant le contexte général retrace dans quatre documents les points suivants : la démographie, la croissance et ses facteurs, les prélèvements sociaux et fiscaux et les finances publiques, les transformations de l'Etat-social. La seconde partie analyse l'emploi, le chômage et les revenus dans trois documents : l'emploi et le chômage, l'évolution des revenus d'activité et enfin l'évolution du revenu des ménages. La troisième partie traite de certains facteurs affectant la cohésion sociale en quatre documents : les disparités de revenu et de patrimoine, la formation et l'égalité des chances, l'espace vecteur d'inégalité et la pauvreté. Dans le chapitre final "Entre ombres et lumières", le Conseil a sélectionné, parmi les nombreux constats effectués dans les documents précédents, certains qui se situent dans le droit fil des compétences du CERC et qui lui paraissent particulièrement importants.

CONSEIL DE L'EMPLOI, DES REVENUS ET DE LA COHESION SOCIALE

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, collection Rapport n°7 - 2006 - 101 p. (SHS189)

Réf. 3563

La société française : entre convergences et nouveaux clivages

Rapport annuel 2006

Consultation du document : <http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapportannuel2006.pdf>

Ce rapport s'organise en trois volets. La première partie est centrée sur l'analyse des différentes formes d'inégalités qui traversent aujourd'hui la société française. Il s'efforce de montrer que, si les inégalités matérielles, telles que l'on peut les mesurer à travers les revenus des ménages, ont plutôt poursuivi leur régression, de nouvelles formes d'inégalités, qui s'appréhendent plus sûrement en termes de trajectoires individuelles qu'en termes d'écart à la moyenne se font jour, échappant au cadre d'analyse traditionnels. La principale de ces nouvelles formes d'inégalités concerne le degré d'exposition aux risques sociaux, notamment sur le marché du travail.

Un bilan des travaux menés par le Centre d'analyse stratégique est proposé dans une seconde partie. Des contributions extérieures viennent alimenter le rapport en dernière partie.

CHASSELOUP Sylvie, CHARREYRE Dominique, DIBAR Françoise

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE, 2007 - 188 p. (SHS190)

PUBLICS

Jeunes

Réf. 3542

Les diplômés à l'épreuve du chômage : réussir enfin l'insertion professionnelle des jeunes

Consultation du document : http://formation-emploi.cci.fr/admin_web/upload/LivreBlanc2006_1.pdf

La France fait partie des mauvais élèves de l'Union européenne en matière de chômage des jeunes entrés dans la vie active ; avec 22%, elle est largement au dessus de la moyenne européenne. Si les jeunes sans bagage scolaire sont les plus fragiles et si l'acquisition d'un diplôme est en corrélation directe avec l'insertion professionnelle, les diplômés français ne sont pas toujours à l'abri du risque de chômage ou d'un déclassement à l'embauche. La formation des générations montantes est plus que jamais le fondement de notre avenir, dans une société ouverte mais vieillissante, dont la prospérité est fondée sur les connaissances et les compétences, en particulier des plus jeunes. Pour éviter les parcours d'échec, trois voies d'action majeures sont proposées par les Chambres de Commerce et d'Industrie. Ainsi, comme par le passé, l'ACFCI, les CCI et leurs ressortissants se mobilisent pour construire un enseignement de qualité et des formations nouvelles au service de l'économie et du progrès.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS, collection Analyses et propositions - 2006 - 78 p. (PUJ261)

Réf. 3547

Parcours vacances, les vacances au service de l'insertion des jeunes

Ce dispositif poursuit un parcours simple : permettre aux jeunes engagés dans un parcours d'insertion socio-professionnelle de s'initier de manière originale à la démarche de projet par l'élaboration d'un départ en vacances autonomes. Il propose ainsi à tous les jeunes engagés dans un parcours d'accompagnement renforcé en mission locale une aide sous forme de chèques-vacances pour les aider à concrétiser leur départ. En 2006, ce sont plus de 1770 jeunes qui ont bénéficié de cette aide à travers 86 structures de terrain. L'intérêt de ce programme réside pour une part importante dans la transférabilité des compétences acquises ou renforcées lors de la construction et du vécu du projet de vacances aux démarches nécessaires à une mise en emploi ou en formation.

ANCV

ANCV, 2006 - (PUJ262)

Handicap

Réf. 3549

Bilan annuel 2005

Le document fait le point sur le contexte régional et national du handicap, la population handicapée en Limousin, les entreprises et l'emploi, les actions et les moyens mis en place et quelques résultats.

*OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES
REGION LIMOUSIN*

*OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES
REGION LIMOUSIN, 2006 - 54 p. (PUH263)*

Réf. 3555

Politiques et pratiques de rémunération des cadres en France en 2005

Ce document repose sur 2 enquêtes de l'APEC : l'enquête Cadroscope auprès d'un panel de 3 000 cadres par secteurs d'activité, sexe, fonction et répartition géographique. Ils décrivent la structure de leur rémunération, de plus en plus multiple et individualisée ; une enquête qualitative menée auprès de 27 professionnels de ressources humaines, de managers encadrant des équipes comprenant des cadres, avec une attention particulière portée à la variété des secteurs d'activité, la taille et le lieu d'implantation des entreprises. Ils expliquent les pratiques en cours. Cette évolution présente des limites. Les cadres avec "variable" sont plus satisfaits et confiants.

APEC

APEC, collection Les études de l'emploi cadre - 2006 - 52 p. (PUC265)

Réf. 3556

Les salaires à l'embauche 2006

Consultation du document : <http://cadres.apec.fr/ressource/mediatec/domain1/media26/14100-6dlj0krt0el.pdf>

L'Apec a réalisé une enquête sur l'adéquation des salaires obtenus par les candidats avec ceux mentionnés au moment de la publication de l'offre. Les principaux enseignements à retenir sont que le salaire varie avec l'expérience du candidat recruté et qu'il est plutôt compris dans la fourchette annoncée.

APEC

APEC, collection Les Etudes de l'Emploi cadre - 2006 - 32 p. (PUC266)

Réf. 3557

La gestion des cadres dans les entreprises internationales

Cet ouvrage fait le point sur la définition des entreprises mondialisées pour un cadre, leur gestion entre normalisation et adaptation permanente, la gestion des compétences, le recrutement et l'effet de la mondialisation.

APEC

APEC, collection Les Etudes de l'Emploi cadre - 2006 - 24 p. (PUC267)

Réf. 3559

Les salaires des cadres en Europe

Consultation du document : <http://cadres.apec.fr/ressource/mediatec/domain1/media26/13986-doj9117nqf5.pdf>

Il en ressort que, contrairement à une opinion répandue, la situation des cadres français n'est pas si mauvaise que cela, par rapport à celle de leurs voisins européens. Si l'on se contente de comparer les salaires bruts (salaires fixes plus rémunérations variables) des cinq pays étudiés dans le cadre de cette enquête, à savoir l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, la France et l'Italie, c'est le Royaume-Uni qui est en tête, l'Allemagne arrivant en deuxième position, la France en troisième, devant l'Espagne, puis l'Italie.

Si l'on examine maintenant les niveaux de salaires «net-net», c'est-à-dire après déduction d'impôts, de cotisations sociales et d'assurance-retraite et ajustés de l'écart du coût de la vie, le Royaume-Uni est toujours en tête, mais la France est cette fois en deuxième position, devant l'Allemagne, tandis que l'Italie reste en dernière position.

Côté chiffres, un ingénieur de recherche, célibataire et âgé de 37 à 42 ans, touche 88.000 euros par an au Royaume-Uni, contre 68.000 euros en Allemagne et 51.000 euros en France. Un directeur financier âgé de 48 à 52 ans gagne 206.000 euros au Royaume-Uni et 171.000 euros en France.

APEC

APEC, collection Les Etudes de l'emploi cadre - 2006 - 55 p. (PUC268)

ILLETTRISME

Réf. 3548

Action culturelle et lutte contre l'illettrisme

Le CD-ROM contient deux films "Chemins de lecture" et "Un détour par le musée", produits par l'ANLCI à l'occasion de la Rencontre nationale "L'action culturelle et la lutte contre l'illettrisme", organisée à Lyon le 14 juin 2006, dans le cadre de son Forum Permanent des Pratiques. Ces films donnent à voir et à entendre l'apport et le sens de la culture dans l'accompagnement et la formation des personnes en situation d'illettrisme. Ce DVD pourra être utile pour animer une rencontre associative ou de service, outiller des acteurs bénévoles ou professionnels en formation, construire des partenariats d'action culturelle sur un territoire, convaincre des décideurs et tisser des liens avec des personnes éloignées de la culture de l'écrit.

ANLCI

ANLCI, collection Forum permanent des pratiques - 2006 - (ILL033)

Réf. 3544

Portrait territoriale du pays d'Ouest Limousin [Haute-Vienne]

Ce portrait territorial fait le tour du pays d'ouest Limousin au niveau de la population et du territoire, des activités économiques et de l'emploi, du marché du travail et de la formation. Le pays d'ouest Limousin, c'est, entre autres, 57500 habitants, 46 communes, 24790 actifs, un taux d'activité à 50% et un taux de chômage à 10%.

PRISME LIMOUSIN

PRISME LIMOUSIN, 2006 - 20 p. (LIE375)

Réf. 3545

Portrait territoriale de la zone d'emploi d'Ussel [Corrèze]

Ce portrait territorial fait le tour de la zone d'emploi d'Ussel (Corrèze) au niveau de la population et du territoire, des activités économiques et de l'emploi, du marché du travail et de la formation. La zone d'emploi d'Ussel, c'est, entre autres, 34421 habitants, 69 communes, 14519 actifs, un taux d'activité à 49% et un taux de chômage à 11%.

PRISME LIMOUSIN

PRISME LIMOUSIN, 2006 - 20 p. (LIE376)